



Distr. LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR WG.43/INF.8
25 janvier 2023

Original: ANGLAIS

Dixième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes.

Réunion virtuelle, du 30 janvier 2023 au 1^{er} février 2023

Explorer la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations identifiées dans les évaluations de l'efficacité du CaMPAM

Cette réunion est convoquée virtuellement. Les délégués sont priés d'accéder à tous les documents de la réunion par voie électronique afin de les télécharger si nécessaire.

*Ceci a été reproduit sans édition formelle.

Explorer la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations identifiées dans les évaluations de l'efficacité du CaMPAM

A deliverable of the United Nations contract No. 2500300466

Martha C. Prada T.
pradamc@gmail.com

November 2022

Table des matières

1. Contexte général.....	1
2. Méthodologie pour une approche participative.....	2
3. Processus, réalisations et état actuel de CAMPAM.....	3
4. CAMPAM et le protocole SPAW.....	6
5. Évaluation de l'efficacité de CAMPAM.....	7
6. Décisions de haut niveau pour la mise en œuvre des recommandations.....	8
7. Considérations finales.....	15
8 Références.....	19
9. Remerciements.....	20

Liste des tableaux

<i>Tableau 1. Options pour la mise en œuvre des résultats souhaités pour la recommandation 1, concernant les améliorations de la structure de gouvernance du CaMPAM.....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 2. Options pour la mise en œuvre des résultats souhaités pour la recommandation 2, concernant la viabilité financière du réseau 10.....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 3. Options pour la mise en œuvre des résultats souhaités de la recommandation 3, concernant le programme pluriannuel du réseau.</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 4. Résumé des activités à court terme et des besoins de mise en œuvre.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 5. Budget annuel estimé pour une unité de coordination transitoire du CaMPAM.....</i>	<i>17</i>

Liste des figures

<i>Figure 1. Ratification du Protocole SPAW dans la région des Caraïbes.....</i>	<i>4</i>
<i>Figure 2. Recommandations restructurées pour des décisions de haut niveau sur la réactivation du CaMPAM.....</i>	<i>9</i>

Annexes

ANNEXE 1 : Liste des membres du GTPR consultés lors de l'élaboration de la mission.....	21
ANNEXE 2. Résumé des cours de formation continue du CaMPAM. Repris et complété à partir de Bustamante et al (2018).....	22
ANNEXE 3 : Résumé des sessions GCFI MPA soutenues par le CaMPAM.....	23
ANNEXE 4. Exemples de partenariats régionaux / sous-régionaux qui pourraient contribuer à la réactivation du CaMPAM.....	25
ANNEXE 5. Options à considérer pour la mise en œuvre des recommandations lors des décisions de bas niveau.....	29

Exploration de la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations identifiées dans les évaluations de l'efficacité du CaMPAM

1. Contexte général

Le présent document explore la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations identifiées dans des évaluations précédentes de l'efficacité du réseau de gestionnaires des zones marines protégées des Caraïbes ([CaMPAM](#)) pour examen par la 10^e Réunion du Comité scientifique et technique (STAC) du protocole relatif aux zones et vie sauvage spécialement protégées de la Convention ([SPAW](#)) et la 12^e Conférence des Parties au Protocole SPAW. Il a été élaboré sous la direction générale du Groupe de travail ad hoc sur les zones protégées (GT zones protégées) du STAC SPAW, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention de Cartagena ([PNUE/PEC](#)) et le Centre d'activités régional du protocole SPAW ([CAR-SPAW](#)).

Il assure la continuité du travail de collaboration entre le PEC/PNUE et le CAR-SPAW pour donner suite à une recommandation émanant de la 6^e Réunion du STAC SPAW (décembre 2014) faisant appel à une évaluation de l'impact sur le terrain du rôle du CaMPAM dans le soutien à la gestion des zones marines protégées¹. Une initiative qui a ensuite été adoptée sous la forme d'une décision lors de la 10^e Réunion des parties contractantes (COP) au protocole SPAW ([Juin 2019](#))².

En conséquence, deux évaluations exhaustives sur l'efficacité du CaMPAM ont été menées en 2016 et 2021 (Collado-Vides 2016, Brown et Fardin 2021) et des efforts supplémentaires sont maintenant déployés pour évaluer la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations identifiées. Ainsi, on s'attend à ce que le STAC SPAW et la COP SPAW puissent prendre des décisions guidées vers un réseau mieux adapté et structuré de zones protégées dans la région des Caraïbes, en envisageant des options d'action à court, moyen et long terme. Cette analyse complète est effectuée simultanément sur la faisabilité de la mise en œuvre des recommandations identifiées dans l'évaluation de la connectivité entre les zones marines protégées de la région des Caraïbes, réalisée par Kiene (2021).

Ensemble, elles sont considérées comme des produits du projet MEA III ACP visant à améliorer l'intégration et la mise en œuvre des Accords multilatéraux sur l'environnement relatifs à la biodiversité, marine, aux produits chimiques et aux déchets, en mettant l'accent sur l'intégration de la biodiversité dans l'agriculture, la gestion des produits chimiques et des déchets (y compris les pesticides dangereux),

¹ Recommandation 1 (viii) « envisager l'évaluation de l'impact sur le terrain des activités du CaMPAM, en particulier sur l'efficacité de la gestion des zones marines protégées, et procéder à la mise à jour du plan stratégique et du plan de travail du CaMPAM, tel que convenu lors de la réunion du Comité exécutif du CaMPAM de 2013 »

² Décision 5 : Recommander « que le Secrétariat entreprenne un examen complet pour déterminer l'impact des activités CaMPAM jusqu'à présent. Envisagé pour évaluer l'efficacité et orienter les travaux futurs en vue d'assurer des activités liées aux activités et objectifs généraux du Protocole SPAW »

le renforcement des mesures de conformité et d'application, et le renforcement de la mise en œuvre des conventions régionales sur les mers dans les pays ACP.

2. Méthodologie pour une approche participative

Au début de la mission, et au moyen d'une réunion virtuelle de lancement avec le secrétariat du PEC/PNUE et le personnel du CAR-SPAW, il a été souligné qu'il était nécessaire de produire un document concis construit collectivement. En tant que telle, l'approche participative devrait obtenir des contributions du Groupe de travail ad hoc sur les zones protégées (WG PA) du SPAW au début du processus (Annexe 1), en remarquant que de vastes consultations ascendantes ont eu lieu au moment des évaluations du réseau.

À cette fin, par exemple, Collado-Vides (2016) ont préparé quatre questionnaires semi-structurés (questions à choix multiples et questions ouvertes) pour atteindre différentes catégories d'utilisateurs: a) les utilisateurs de la liste de diffusion du Forum et de la base de données des zones marines protégées, b) les bénéficiaires de la formation de formateurs, c) les bénéficiaires des subventions et d) les instructeurs de la formation de formateurs. Cela a donné lieu à un total de 59 réponses (avec des commentaires de 15, 8, 7 et 29 personnes respectivement). Les perceptions et les opinions sur l'impact du programme CaMPAM dans la région ont été complétées par 8 réponses par e-mail (sur 27 e-mails personnalisés envoyés) de personnes qui ont joué un rôle important dans le travail du CaMPAM au cours des 15 dernières années, et par 6 conversations téléphoniques avec certains membres de l'équipe de direction. Son processus de consultation s'est déroulé du 31 juillet au 20 septembre 2016.

Une consultation supplémentaire a eu lieu entre la mi-août et décembre 2020, au moment de la deuxième évaluation du CaMPAM (Brown et Fardin 2021), au cours de laquelle 54 autres réponses ont été analysées à partir de questionnaires semi-structurés administrés à six cohortes de cours de formation de formateurs, à des gestionnaires de zones marines protégées et au personnel d'organismes responsables de la gestion des zones protégées (AP) ; abonnés à la liste de diffusion CaMPAM-L. Cette fois, des commentaires ont également été recueillis au moyen d'appels vidéo et vocaux, et d'entrevues par courriel avec 34 membres des groupes d'intervenants suivants : Groupe d'experts CaMPAM ; ancien membre de l'équipe de direction du cours de formation de formateurs CaMPAM ; les gestionnaires des zones marines protégées ; le personnel du PEC-PNUE et du CAR-SPAW ; les points de liaison du protocole SPAW ; et les organisations partenaires.

Par conséquent, en vue d'obtenir les commentaires et suggestions nécessaires, un document préliminaire contenant l'approche méthodologique et une description initiale des options potentielles pour la mise en œuvre des recommandations a été préparé et partagé entre les membres du groupe de travail des zones protégées. Cette première ébauche a été rapidement élaborée sur la base de concepts, d'analyses et de recommandations recueillis à partir de documents pertinents et sur les propres concepts et expériences du consultant.

Environ 50 % des membres du groupe de travail des zones protégées ont gentiment contribué à la construction ascendante de ce document, en faisant des commentaires écrits sur le document Google Word partagé, par le biais de communications par courriel et de recommandations verbales recueillies lors de réunions virtuelles.

D'autres consultations ont été obtenues auprès de personnes bien informées, y compris les anciens officiers de programme SPAW (Alessandra Vanzella-Khoury, Monica Boobia et Ileana Lopez) et l'ancienne coordinatrice du CaMPAM (Georgina Bustamante). Elles ont aimablement contribué par le biais d'échanges de courriels, d'appels téléphoniques ou de commentaires écrits sur la première ébauche et en fournissant des documents pertinents supplémentaires.

Tous les commentaires reçus ainsi qu'une collection de documents à l'appui des activités, des réalisations et des évaluations du CaMPAM ont contribué à la structuration d'un document d'options simplifié, considéré comme la première ébauche. Cette ébauche a de nouveau été communiquée aux membres du groupe de travail des zones protégées pour une deuxième série de commentaires et de contributions. Parallèlement, les contributions reçues ont contribué à des améliorations significatives de la version finale de l'ainsi dénommé document d'option CaMPAM.

Vers la fin de ces quatre mois de consultation, le groupe de travail des zones protégées, lors de la réunion virtuelle tenue le 2 septembre 2022, a reconnu que: a) plusieurs difficultés limitaient leur participation active ; b) il est nécessaire de se concentrer sur les aspects les plus pertinents compte tenu du financement limité ; et c) il est nécessaire de garantir l'approche ascendante lors de la prise de décisions. Par conséquent, il a été estimé que pour renforcer le processus consultatif, il serait nécessaire d'ouvrir de nouvelles possibilités de participation approfondie de la plupart des membres du group de travail des zones protégées, et peut-être d'envisager l'inclusion de partenaires clés supplémentaires. Jusqu'à présent, l'implication du groupe de travail des zones protégées s'est avérée difficile car elle s'est produite pendant les mois d'été, et elle a été aggravée avec le début de la saison des ouragans à travers la région des Caraïbes. Par conséquent, le Secrétariat de la Convention de Cartagena cherche des alternatives pour répondre à cette consultation, permettant ainsi de mener à bien cette tâche.

Dans une première approximation, le Secrétariat de la Convention de Cartagena a recommandé que ce document d'options examine d'abord les décisions de haut niveau, en présentant d'abord une version simplifiée et restructurée des recommandations des évaluations, et ensuite en introduisant plusieurs résultats souhaités visant à faciliter et à mesurer le degré de mise en œuvre des recommandations adaptées. Pour chaque résultat souhaité, trois options ont été élaborées, ainsi que de brefs énoncés décrivant les avantages et les limites. En complément, les décisions de niveau inférieur envisageant des possibilités pour les activités à court (2 ans), moyen (5 ans) et long terme (10 ans) seront incluses pour un examen ultérieur.

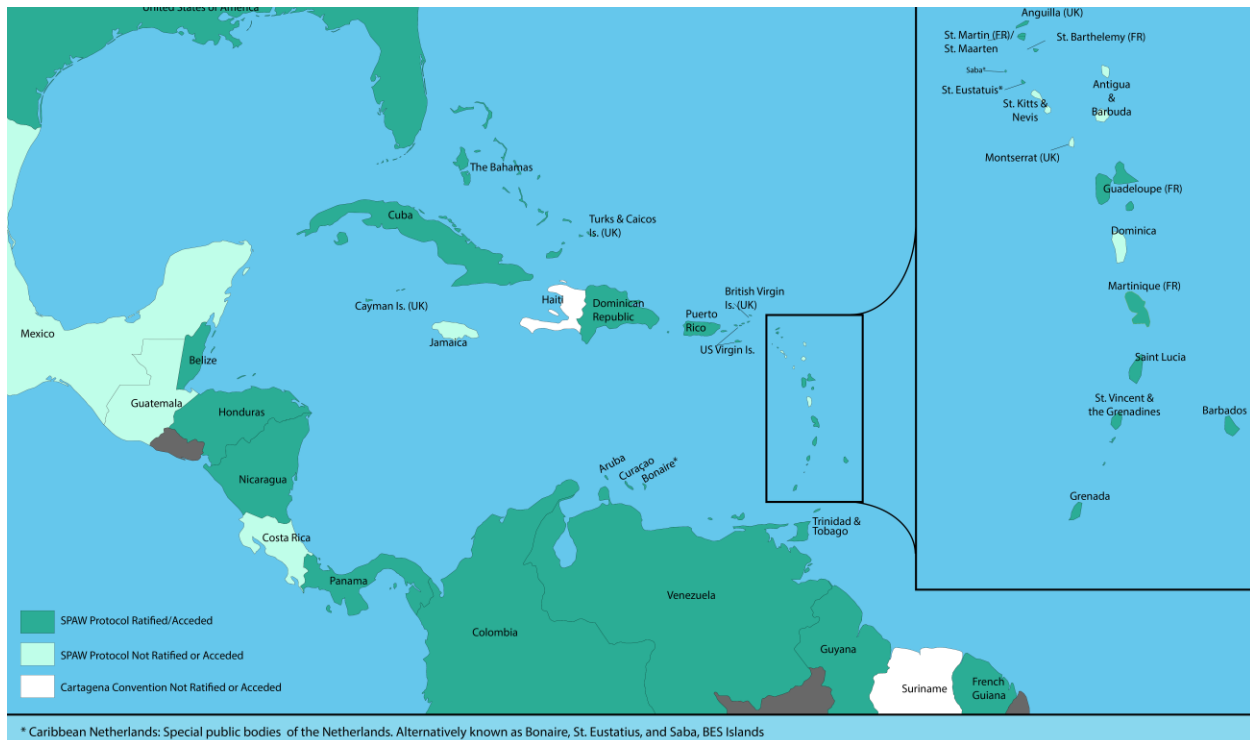
En général, les options proposées passent progressivement des solutions possibles internes à des stratégies moins dépendantes et externes, et soulignent que la plupart des actions proposées sont liées à une amélioration significative des processus de coordination, dans lesquels la réactivation du réseau CaMPAM pourrait jouer un rôle pertinent.

3. Processus, réalisations et état actuel de CAMPAM

En 1997, et inspiré par des initiatives mondiales telles que le [Programme pour les mers régionales du PNUE](#), un groupe de 50 visionnaires (gestionnaires de parcs, agents des pêches, scientifiques et autres

professionnels marins) de 22 pays et territoires des Caraïbes a décidé d'améliorer la coopération et la communication au niveau régional à l'appui des principes du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW), en établissant le Partenariat du réseau et du forum CaMPAM (CaMPAM).

Le protocole SPAW est l'un des trois accords techniques ou protocoles comprenant la [Convention de Cartagena](#), l'un des rares protocoles contraignants dans la région des Caraïbes (CC). Le Protocole SPAW a été officiellement adopté en 1990 et continue d'être ratifié. À l'heure actuelle, il y a 18 Parties SPAW à la Convention (fig. 1).



Graphique 1. Ratification du Protocole SPAW dans la région des Caraïbes.

Tiré de la [Page Web PEC/PNUE](#)

CaMPAM a été officiellement lancé lors de la Conférence de partenariat White Water-Blue Water à Miami en mars 2004, dans le but de développer les capacités de gestion des zones marines protégées à travers la région des Caraïbes, en rassemblant un réseau inclusif pour échanger des idées et des enseignements appris. Avec l'appui du PEC/PNUE, les membres de CaMPAM ont accepté de travailler dans le cadre d'une structure informelle et de collaborer dans cinq domaines clés : a) possibilités de formation ; b) Échange d'informations ; c) Partage du personnel, d'équipement et de publications ; d) Communications ; et e) Résolution de problèmes (Plan stratégique 2004-2008, Bustamante et al 2010).

Parrainé par le PEC/PNUE, le CaMPAM a ouvert la voie aux alliances et a développé avec succès des programmes et des initiatives largement reconnus :

- [Programme de formation des formateurs \(ToT\)](#): 15 éditions d'un cours régional multilingue et plus de 100 activités de suivi, en association avec des centaines de partenaires et donateurs (Annexe 2).
- [Réunion annuelle de l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes \(GCFI\), session de MPA](#) : 19 éditions d'une session thématique (Annexe 3) pour présenter et discuter de multiples sujets liés à la gestion des zones marines protégées y compris les informations sur les écosystèmes pour la conception des zones marines protégées, les processus écologiques et les stratégies de conservation, les évaluations de la biodiversité à grande échelle, la participation des communautés à la gestion des zones marines protégées, les méthodes de suivi, les avantages des réserves marines en tant qu'outil de gestion, et la pêche et le tourisme au sein des zones marines protégées.
- [Mise en œuvre d'initiatives de petites subventions](#) : fournissant un appui technique à la conception, la sélection et le suivi de la mise en œuvre de petites subventions ou micro-financements qui ont favorisé les échanges et le partage des meilleures pratiques à l'appui d'un certain nombre de projets à l'échelle régionale, tels que le projet [ECMMAN](#), [Le projet de l'initiative du Défi des Caraïbes](#), et le projet [de la biodiversité au service du développement durable grâce à la gestion par écosystèmes](#), entre autres projets.
- [Création et maintenance d'une Base de données des zones marines protégées CaMPAM](#) : une base de données qui comprend des informations détaillées sur plus de 1 000 MPA, qui a été restructurée en 2018, avec le soutien actif des gestionnaires des zones marines protégées.
- [Développement de la première évaluation des capacités des zones marines protégées dans les Caraïbes](#): un total de 27 zones marines protégées des Caraïbes ont été évalués en 2011, en collaboration avec le [Programme de conservation des récifs coralliens de la NOAA](#) et [l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes](#), une initiative qui a mené plus tard à la création de l'association [MPA Connect](#).
- [Mise en place d'un serveur de liste](#) : une plateforme de communication avec plus de 1 000 destinataires pour améliorer la diffusion de l'information auprès des professionnels des zones marines protégées.

Sur la base des réalisations ci-dessus, le CaMPAM a démontré son efficacité à établir avec succès des partenariats et des réseaux pendant plus de deux décennies. Ces progrès n'auraient pas été possibles sans l'appui dévoué de l'Officier de programme du PEC/PNU, qui a dirigé le processus d'obtention de fonds par le biais de diverses sources, notamment :

- ✓ L'allocation budgétaire du système des Nations Unies, [Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux](#),
- ✓ Dons des agences gouvernementales européennes (Suède, France, Espagne, Italie et Allemagne entre autres),
- ✓ Dons d'organismes gouvernementaux américains ([Ministère de l'Intérieur](#), [Programme de conservation des récifs coralliens de la NOAA](#), entre autres)
- ✓ Dons d'organisations privées ([Fondation McArthur](#), entre autres)

Cependant, le financement du CaMPAM effectué uniquement à travers la mise en œuvre de projets a eu des tendances irrégulières, entravant la continuité de son plan de travail annuel, qui est approuvé deux

fois par an par les Parties au Protocole SPAW de la Convention de Cartagena. Avec la récente démission (octobre 2019) de son coordinateur qui s'explique en partie en raison du manque de financement, et les changements fréquents (quatre personnes au cours des cinq dernières années) de l'Officier de programme SPAW PEC/PNUE, compte tenu du départ anticipé à la retraite de l'Officier de longue date (avec 27 années de service), la fonctionnalité du réseau a été maintenue à son minimum.

À l'heure actuelle, l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes continue d'héberger sa liste de diffusion et sa page Web, mais elles ne sont pas tenues à jour régulièrement. Le CAR-SPAW a assumé la modération de la liste de diffusion, avec l'aide volontaire de la coordinatrice précédente (Georgina Bustamante). La base de données des zones marines protégées du CaMPAM a été mise à jour et complètement restructurée à l'aide d'applications en ligne gratuites, mais n'a pas fait l'objet d'une large publicité pour amplifier son interactivité et ses services. Le manque de financement a rendu peu plausible la réalisation d'une nouvelle édition du cours de formation de formateurs. Le groupe d'experts est sous-utilisé et sous-mobilisé en raison, en partie, de lacunes dans le cadre institutionnel du réseau.

4. CAMPAM et le protocole SPAW

Le PEC/PNUE, agissant en tant que secrétariat du Protocole SPAW, a apporté un soutien technique, administratif et financier aux activités du CaMPAM, conformément aux articles suivants du Protocole SPAW :

Article 3, obligations générales ... « Chaque Partie s'**efforce de coopérer** dans l'application de ces mesures, sous réserve de la souveraineté, des droits souverains ou de la juridiction d'autres Parties ».

Article 5, « m) toute autre mesure visant à **la conservation, à la protection ou à la restauration** de processus naturels, d'écosystèmes ou de populations pour lesquels les zones protégées ont été établies ».

Article 11 : 5. « Les Parties **établissent des programmes de coopération** dans le cadre de la Convention et du Plan d'action visant à faciliter la gestion et la conservation des espèces protégées, et développent et mettent en œuvre des programmes régionaux de reconstitution des espèces protégées dans la région des Caraïbes, en tenant pleinement compte des autres mesures de conservation régionales existantes pertinentes pour la gestion de ces espèces ».

Article 18 : Assistance mutuelle

“1. Les parties **coopèrent, directement ou avec l'assistance de l'Organisation** ou d'autres organisations internationales compétentes, dans la formulation, l'élaboration, le financement et la mise en œuvre de programmes d'assistance aux Parties qui en expriment le besoin pour la sélection, la création et la gestion des zones et espèces protégées ».

2. Ces programmes doivent : **inclure l'éducation du public à l'environnement, la formation des scientifiques, le personnel technique et de gestion**, la recherche scientifique et l'acquisition, l'utilisation, la conception et le développement d'équipements appropriés à des conditions avantageuses, à convenir entre les parties concernées ».

Article 22. Dispositions institutionnelles

« 2c. **aider les Parties** et le Comité consultatif scientifique et technique, **en coopération** avec les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales compétentes dans les domaines suivants :

- **faciliter les programmes de recherche technique et scientifique** conformément à l'article 17 ;
- **faciliter l'échange d'informations scientifiques et techniques** ; entre les Parties comme prévu à l'article 16 ;
- la **Préparation de matériel pédagogique** conçu pour divers groupes identifiés par les Parties.

« 2g. **coopérer et assurer la coordination avec les organisations régionales et internationales** concernées par la protection des zones et des espèces. »

CaMPAM a rendu compte de ses progrès et de ses réalisations auprès des organes SPAW, la Conférence des Parties (COP), et des réunions régulières du Comité consultatif scientifique et technique (STAC). De plus, ses progrès ont été affichés dans le [Bulletin d'information du CAR-SPAW](#), disponible en ligne en trois langues, depuis 2010.

5. Évaluations de l'efficacité de CAMPAM

Comme mentionné ci-dessus, les participants à la réunion STAC 6 (Cartagena de Indias, Colombie, 8 décembre 2014)¹ ont recommandé d'évaluer l'incidence des activités du CAMPAM sur l'efficacité de la gestion des zones marines protégées et le besoin de mettre à jour son plan de travail stratégique en élargissant une exploration initiale élaborée par Gardner et Vanzella-Khoury (2003). En réponse à cette invitation, deux évaluations de performance ont été réalisées, la première en 2016 (Collado-Vides 2016) et la deuxième en 2021 (Brown et Fardin 2021).

En résumé, ces évaluations ont mis en évidence les principaux points suivants :

- Le CaMPAM et son travail sont appréciés, et il est reconnu comme ayant contribué au développement des capacités des professionnels des zones marines protégées de la région des Caraïbes, au partage d'informations et à l'échange professionnel. La portée d'un large public à travers la région des Caraïbes, géopolitiquement diversifiée, est le résultat d'un partenariat réussi avec des individus et des organisations aux niveaux national, régional et mondial construit grâce à de nombreuses années de travail et de présence.
- Le désir d'informalité a conduit à des structures de gouvernance inadéquates qui ont affaibli l'engagement des parties prenantes, la connectivité entre les membres et contribué au potentiel non réalisé du réseau.
- Le manque de personnel et de financement qui a longtemps affecté le CaMPAM a été exacerbé par l'absence d'un coordinateur du réseau (depuis octobre 2019), ce qui a eu des effets négatifs sur le maintien des alliances stratégiques.
- Les parties prenantes aimeraient voir une approche plus réactive et ascendante à la programmation, ce qui se traduirait probablement par une plus grande utilité pour un plus grand

éventail d'intervenants de la gestion des zones marines protégées. Le CAMPAM devrait avoir un cadre de programmation avec une clarté, une direction et une orientation améliorées tout en étant aligné avec les objectifs du Protocole SPAW et du Programme SPAW.

6. Décisions de haut niveau concernant la mise en œuvre des recommandations

La première décision de haut niveau est liée à l'approbation des principales recommandations qui orienteraient l'ensemble des processus et des activités de planification connexes. Ces recommandations sont fondées sur les évaluations Collado-Vides 2016 ; Brown et Fardin 2021, qui ont proposé un ensemble de 17 recommandations spécifiques différentes pour mieux répondre aux défis du réseau liés à sa viabilité opérationnelle et financière, et pour répondre au besoin de mettre à jour l'exécution de son programme.

De ces recommandations, seulement trois recommandations ont été formulées, suite au processus d'intégration et de restructuration, comme décrit ci-dessous et illustré à la figure 2.

Recommandation 1 : Améliorer la **structure de gouvernance** de CaMPAM pour s'assurer que le réseau est piloté de manière ascendante et répond aux besoins des professionnels et des sites des zones marines protégées, notamment : a) la réactivation ; b) les règles d'engagement ; c) la structure de gouvernance ; et d) des partenariats à long terme.

Recommandation 2 : Étendre les accords visant à sécuriser la **durabilité financière** du réseau, y compris : a) les estimations du budget de fonctionnement de base ou idéal ; et b) diversifier les mécanismes et les stratégies de financement.

Recommandation 3 : Construire un **Plan de travail pluriannuel mis à jour** suivant une approche ascendante. Il doit : a) réévaluer les capacités des zones marines protégées au niveau régional ; b) identifier les besoins insatisfaits des zones marines protégées ; c) intégrer les nouveaux engagements des Parties à la SPAW en matière de zones marines protégées ; d) diversifier la formation et l'éducation ; et e) améliorer l'engagement du public, le travail de plaidoyer et les communications.

Deciding on recommendations

**Recommendation 1**

Improve CaMPAM's **governance structure** to ensure the network is driven from the bottom up and responds to the needs of MPA professionals and sites including:

- a) reactivation,
- b) rules of engagement,
- c) governance structure,
- d) long-term partnerships.

**Recommendation 2**

Expand **agreements** aimed to securing the network **financial sustainability** including:

- a) estimations of basic / ideal operating budget,
- b) diversifying funding mechanisms / strategies.

**Recommendation 3**

Built an **updated multiyear work plan** following a bottom-up approach. It needs to:

- a) re-evaluate MPA capacities at regional level,
- b) identify MPA unsatisfied needs,
- c) integrate new MPA commitments of SPAW Parties,
- d) diversify training & education,
- e) improve public engagement, advocacy, and communications.

Graphique 2. Recommandations restructurées pour les décisions de haut niveau sur la réactivation du CaMPAM

Les décisions de deuxième niveau sont associées aux résultats souhaités et sont présentées dans les tableaux 1 à 3. Ces décisions devraient être prises une fois qu'une décision sur les recommandations aura été prise.

En outre, une série d'options de mise en œuvre de bas niveau ont été élaborées, qui peuvent servir de base à l'avancement de ce processus de planification (annexe 5). Les décisions de niveau inférieur nécessiteraient que des décisions de haut niveau soient prises et, à ce stade, ce n'est peut-être pas la priorité.

Tableau 1. Options pour la mise en œuvre des résultats souhaités pour la recommandation 1, concernant les améliorations à la structure de gouvernance du CaMPAM.

Résultats souhaités	Options	Avantages	Limitations
<p>1A. La réactivation du CaMPAM est formellement décidée de manière participative.</p>	<p>1. Le CaMPAM est réactivé avec une structure informelle et une adhésion individuelle ce qui conserve la flexibilité, tout en permettant un certain progrès dans les domaines prioritaires.</p>	<p>S'appuie sur des expériences antérieures, facilite les réponses dans des contextes complexes, et permet la participation de professionnels formés aux zones marines protégées.</p>	<p>Maintient les limitations identifiées dans les évaluations, exige des efforts supplémentaires en faveur de l'inclusion et du financement.</p>
	<p>2. Le CaMPAM est réactivé avec une structure formelle en tant que réseau de deuxième niveau, composé de représentants des partenariats existants à l'appui des objectifs du protocole SPAW.</p>	<p>Représenter une stratégie novatrice axée sur la coordination et la collaboration pour une utilisation efficace des ressources. Le CaMPAM pourrait devenir le centre de coordination de la conservation marine aux niveaux multi-échelle et multiculturel.</p>	<p>Exige de bonnes stratégies pour assurer l'efficacité, la représentativité et l'équité.</p>
	<p>3. CaMPAM est adhéré à un réseau régional existant et fonctionnel, y compris le CAR-SPAW ou tout autre réseau d'activités régional (RAR).</p>	<p>Facilite l'intégration avec les partenariats existants et la construction d'objectifs communs.</p>	<p>Réduction potentielle de la couverture régionale et perte possible de visibilité et de l'image de marque de CaMPAM qui est bien respectée et comprise.</p>
<p>1B. CaMPAM améliore sa structure de gouvernance suivant une approche ascendante. Le travail initial est développé par le biais d'une Unité de coordination transitoire (TCU).</p>	<p>1. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena, le CAR-SPAW ou l'un des groupes de travail SPAW agissent en tant qu'unité de coordination transitoire (TCU) CaMPAM.</p>	<p>Améliore l'appropriation, s'appuie sur les structures existantes, illustre les avantages du SPAW.</p>	<p>Cela peut imposer une charge de travail supplémentaire au Secrétariat, au CAR SPAW et aux groupes de travail, et exige probablement d'ajustements au plan de travail, priorités et budgets.</p>
	<p>2. Une Unité de coordination CaMPAM séparée est établie dans le cadre d'un processus consultatif.</p>	<p>Permet une focalisation ciblée et facilite le processus de consultation à différentes échelles.</p>	<p>Exige une nouvelle structure de gouvernance et de nouvelles ressources, notamment en personnel, pour assurer la coordination.</p>
	<p>3. Il n'est pas nécessaire d'avoir une structure de gouvernance séparée parce que CaMPAM a adhéré à un partenariat.</p>	<p>Réduira les chevauchements et les doublons potentiels. Favorisera une plus</p>	<p>Exige des règles pour assurer l'inclusion des objectifs du Protocole SPAW dans tous ses domaines de travail, une représentation adéquate et</p>

		grande synergie et coordination.	une identification claire du rôle du Secrétariat, du CAR/SPAW et des groupes de travail à l'appui de la Convention de Cartagena et du Protocole SPAW.
--	--	----------------------------------	---

Tableau 2. Options pour la mise en œuvre des résultats souhaités pour la recommandation 2, concernant la durabilité financière du réseau

Résultats souhaités	Options	Avantages	Limitations
2A. Accords sur le Budget de fonctionnement de base pour les niveaux d'activité de base et idéaux du CaMPAM.	1. SPAW COP adopte le budget de base pour la réactivation du CaMPAM et le Secrétariat de la Convention de Cartagena et CAR-SPAW a obtenu le 100% du financement pour les deux premières années du réseau de l'unité de coordination transitoire (TCU). Après cela, CaMPAM devrait générer des moyens de répondre à ses besoins financiers.	Assure la cohérence et favorise l'utilisation efficace des ressources limitées. Renforcer les liens entre les objectifs communs de CaMPAM et du protocole SPAW.	Cela pourrait représenter un fardeau pour le Secrétariat et le personnel du CAR-SPAW, et il est fort probable que cela exige une augmentation du nombre de collaborateurs.
	2. La COP SPAW adopte le budget de base pour la réactivation du CaMPAM et le Secrétariat de la Convention de Cartagena et CAR-SPAW et un groupe sélectionné de parties SPAW on décidé sur la façon d'obtenir du financement pour les deux premières années du réseau. Après cela, le CaMPAM devrait générer des moyens de répondre à ses besoins financiers.	Maintient la cohérence tout en permettant une plus grande inclusion.	Le processus administratif peut être retardé en raison de plusieurs processus administratifs. Cela exige des engagements politiques de la part des pays, une disponibilité des fonds et un cadre juridique spécial. L'instabilité économique mondiale pourrait réduire l'allocation de fonds.
	3. Le CaMPAM est financé à 100% à travers le(s) partenariat(s) auquel il avait adhéré.	Exigence minimale de fonds pour le Secrétariat ou le CAR SPAW.	Les exigences de donateurs peuvent rendre difficiles les investissements dans certains domaines et peuvent entraîner un écart par rapport aux besoins prioritaires convenus.
2B. Un Financement diversifié sécurisé pour les opérations du CaMPAM	1. Au cours des 2 premières années, le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR-SPAW ont sécurisé au moins trois sources de financement différentes (projets existants, nouveaux projets et autres sources internes). Les sources de financement se diversifient progressivement avec le temps.	L'expérience cumulée pourrait favoriser un plus grand succès dans l'obtention de financement à différentes échelles.	L'obtention de nouveaux financements prend du temps, la priorité devrait également être accordée au renforcement de la coordination avec les initiatives régionales et mondiales existantes.

	<p>2. Un groupe sélectionné de Parties à SPAW soutient les efforts du Secrétariat de la Convention de Cartagena et du CAR-SPAW en vue du financement du CaMPAM. Les sources de financement se diversifient progressivement avec le temps.</p>	<p>Une meilleure coordination facilite le partage de responsabilités et réussite. Des efforts combinés ouvrent la voie à une plus grande intégration des initiatives des zones marines protégées au niveau national.</p>	<p>Il pourrait être difficile d'assurer une participation égale entre les sites SPAW.</p>
	<p>3. CaMPAM appuie les efforts du Partenariat pour assurer le financement.</p>	<p>Accélère le travail collaboratif en vue de partager les responsabilités ou de trouver des fonds pour la gestion des zones marines protégées.</p>	<p>Selon la source, le financement peut être limité à certains pays et activités.</p>

Tableau 3. Options pour la mise en œuvre des résultats souhaités pour la recommandation 3, concernant le programme pluriannuel du réseau.

Résultats souhaités	Options	Avantages	Limitations
<p>3A. Construire un Plan de travail pluriannuel actualisé suivant une approche ascendante, en utilisant les évaluations des zones marines protégées disponibles et en maximisant les avantages des plateformes numériques.</p>	<p>1. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR-SPAW dirigent le processus de rédaction d'un plan de travail pluriannuel pour CaMPAM, en vue d'une approbation ultérieure de la COP SPAW.</p>	<p>Fournit un cadre institutionnel et un contexte solide pendant les processus consultatifs, tout en facilitant son intégration avec les visions régionales et mondiales.</p>	<p>Compte tenu des contraintes administratives actuelles, le processus pourrait prendre plus de temps que prévu et exiger du personnel et des fonds supplémentaires.</p>
	<p>2. Un groupe sélectionné de parties SPAW dirige le processus de rédaction d'un plan de travail pluriannuel pour CaMPAM, en vue d'une approbation ultérieure de la COP SPAW.</p>	<p>La facilitation de contacts directs avec une diversité de parties prenantes, peut améliorer les initiatives nationales et sous-régionales en cours à l'appui du plan de travail du CaMPAM.</p>	<p>Cela exige des engagements politiques de la part des pays et une disponibilité des fonds. Il peut être difficile d'assurer une participation égale entre les sites SPAW. Cela peut prendre plus de temps en raison des différents régimes juridiques d'un pays à l'autre.</p>
	<p>3. L'unité de coordination transitoire (TCU) CaMPAM dirige le processus de rédaction d'un plan de travail pluriannuel pour CaMPAM, en vue d'une approbation ultérieure de la COP SPAW.</p>	<p>Peut fonctionner exclusivement sur les besoins de CaMPAM, en tirant parti de l'expérience et de la confiance établie. Peut faciliter les processus administratifs.</p>	<p>Cela exige une allocation budgétaire dédiée.</p>

<p>3B. Une formation diversifiée qui comprenne l'intégration des changements climatiques, de l'économie bleue ou des sujets demandés par les Parties SPAW, qui peuvent être inclus dans un manuel de cours actualisé de formation de formateurs. Un ensemble d'outils pédagogiques et de formation intégrés pour mieux répondre aux besoins du site des zones protégées SPAW.</p>	<p>1.Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW agissant en tant qu'unité de coordination transitoire, CaMPAM dirigent toutes les activités liées au programme de formation et d'éducation.</p>	<p>Peut utiliser des outils pédagogiques solides et des plateformes de formation développées par le système des Nations Unies dans différentes langues. Cela renforcerait la coopération entre les Parties SPAW.</p>	<p>Cela peut imposer une charge de travail supplémentaire au Secrétariat, au CAR SPAW et aux groupes de travail, et peut probablement avoir besoin d'ajustements au plan de travail, priorités et budgets.</p>
	<p>2.Un groupe sélectionné de Parties SPAW agissant en tant que unité de coordination transitoire, CaMPAM dirige toutes les activités liées au programme de formation et d'éducation.</p>	<p>Peut utiliser les outils pédagogiques et les plateformes de formation mis au point au sein du groupe de pays sélectionnés, compte tenu de la continuité des initiatives nationales et pourrait servir de liaison au niveau sous-régional.</p>	<p>Il pourrait être difficile d'assurer une participation égale entre les sites SPAW. Selon les pays sélectionnés, des efforts supplémentaires peuvent être nécessaires pour faire face aux différentes langues et cultures.</p>
	<p>3.L'unité de coordination transitoire CaMPAM dirige toutes les activités liées au programme de formation et d'éducation.</p>	<p>Peut élargir, mettre à jour et innover davantage les activités de formation et d'éducation, et mieux évaluer le besoins des pays à inclure dans le renforcement des capacités des professionnels des zones marines protégées.</p>	<p>Dans l'intervalle, les collaborations avec d'autres partenariats sont assurées, cela exigerait une allocation budgétaire spécifique.</p>
<p>3C. Améliorer l'engagement du public, la défense des intérêts et les communications soutenant le plan de travail du CaMPAM. Les principaux messages comprennent,</p>	<p>1. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR-SPAW ont développé de multiples collaborations axées sur la maximisation de l'utilisation des plateformes numériques et des médias sociaux pour la diffusion à l'appui du plan de travail du CaMPAM.</p>	<p>Cela peut utiliser l'expertise et les plateformes numériques disponibles ; et pourrait utiliser davantage les mécanismes existants pour créer les applications nécessaires dans plusieurs langues. Cela peut faciliter les liens entre les Protocoles de la Convention de Cartagena.</p>	<p>Cela peut imposer une charge de travail supplémentaire au Secrétariat, au CAR SPAW et aux groupes de travail, et a probablement besoin d'ajustements au plan de travail, aux priorités et aux budgets.</p>

<p>sans toutefois s'y limiter, la conservation marine, la pollution et le changement climatique. Les communications sont claires et respectueuses des questions culturelles et de genre. Il existe des protocoles garantissant la transparence et l'efficacité.</p>	<p>2.Un groupe sélectionné de parties SPAW agissant en tant qu'unité de coordination transitoire CaMPAM a développé des collaborations axées sur la maximisation de l'utilisation des plateformes numériques et des médias sociaux pour la diffusion à l'appui du plan de travail du CaMPAM.</p>	<p>Cela peut étendre les initiatives nationales au niveau sous-régional et régional en promouvant la connectivité et l'appropriation.</p>	<p>Il pourrait être difficile d'assurer une participation égale entre les sites SPAW. Selon les pays sélectionnés, des efforts supplémentaires peuvent être nécessaires pour faire face aux différentes langues et cultures.</p>
	<p>3.L'unité de coordination transitoire CaMPAM a développé des collaborations axées sur la maximisation de l'utilisation des plateformes numériques et des médias sociaux pour la diffusion à l'appui du plan de travail du CaMPAM.</p>	<p>Peut hiérarchiser les stratégies de communication tout en établissant des liens avec plusieurs réseaux de manière efficace. L'engagement global du public dans la conservation marine au niveau régional pourrait être renforcé par la coordination et la coopération.</p>	<p>Cela exige une allocation budgétaire dédiée.</p>

7. Considérations finales

Dans l'ensemble, le consultant a préféré les options pour un appel de réactivation du réseau CaMPAM, pour l'examen et le soutien des options suivantes :

- a. Le CaMPAM est réactivé en tant que réseau de deuxième niveau, avec un corps de membres composé d'organisations et de réseaux nationaux, régionaux et sous-régionaux (option 1A-2).
- b. Une unité séparée de coordination transitoire de CaMPAM est établie dans le cadre d'un processus consultatif, laquelle est chargée de diriger le processus d'amélioration de sa structure de gouvernance selon une approche ascendante (option 1B-2).
- c. Le soutien du protocole SPAW est essentiel pour renforcer le travail du CaMPAM et donner confiance aux investisseurs et donateurs. Il fournit le 100 % de ses deux premières années de financement (option 2A-2). En collaboration avec le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR-SPAW, le CaMPAM consacre des efforts à l'obtention d'un financement qui se diversifie avec le temps (Option 2B-2).
- d. L'unité de coordination transitoire du CaMPAM a dirigé l'approche ascendante pour le processus de planification à long terme qui comprend un plan de travail pluriannuel, la diversification de la formation et l'amélioration de l'engagement du public, la défense des intérêts et la communication (options 3A-3, 3B-3 et 3C-3).

L'invitation à appuyer CaMPAM en tant que réseau de niveau secondaire reconnaît qu'il existe actuellement suffisamment de réseaux et de partenariats dans l'ensemble de la région des Caraïbes qui travaillent à la protection des écosystèmes côtiers et marins, et que plusieurs d'entre eux ne peuvent pas intégrer dans leur planification tous les pays et territoires d'outre-mer de la région des Caraïbes. Par conséquent, il y a lieu pour que CaMPAM puisse innover et mener la région vers des réponses plus coordonnées et cohérentes, nécessaires pour faire face aux menaces croissantes que nous vivons tous. CaMPAM pourrait devenir le centre de coordination aux niveaux multi-échelle et multiculturel. Le soutien institutionnel indispensable des organes du protocole SPAW renforcera le travail de CaMPAM, tout en donnant confiance à une diversité d'investisseurs et de donateurs.

D'autre part, il est important de souligner qu'il existe de multiples activités et sujets associés à la réactivation de CaMPAM, et pour répondre à ces besoins à court terme, la création d'une « Unité de coordination transitoire CaMPAM » est proposée (tableaux 4-5). Pour le fonctionnement de cette unité, le tableau 5 présente deux estimations budgétaires initiales entre les niveaux de base et idéal, qui doivent encore faire l'objet de discussions et d'accords. Le budget d'un niveau de base comprend 200 jours ouvrables d'un coordinateur et d'un spécialiste de la communication, en plus du soutien administratif et de la traduction. En comparaison, le budget pour un niveau d'opération idéal a pris en compte cette équipe, mais a prolongé les jours de travail à 250 et a élargi l'unité avec un créateur de sites internet et un spécialiste de l'éducation. La participation de six bénévoles qui pourraient être membres du groupe d'experts du réseau CaMPAM ou d'autres personnes bien informées devrait soutenir sa réactivation, en aidant à rédiger des propositions à court terme, en restructurant le programme et le manuel de cours de formation de formateurs, et en fournissant un soutien technique pour d'autres activités d'éducation et de formation.

Le besoin de parvenir à une approche ascendante implique une série de consultations aux niveaux sous-régional et régional, ainsi que des consultations bilatérales avec les principaux partenaires et parties prenantes (groupes d'utilisateurs, gestionnaires des ressources et scientifiques, entre autres), de sorte que le budget associé reste égal pour le niveau de fonctionnement de base et idéal.

La réalisation d'une formation à court terme orientée vers la résolution de problèmes qui, par exemple, peut être consacrée à faire face aux défis de gestion émergents, tels que l'augmentation des activités illicites, de la pollution ou de la dégradation de l'habitat n'est envisagée que dans le cadre d'une estimation budgétaire idéale.

Dans l'ensemble, le tableau 5 a montré qu'environ un total de 377 080 \$US peuvent être nécessaires pendant deux ans de fonctionnement de base de l'Unité de coordination transitoire ; et un total de 622 380 \$US pour son fonctionnement idéal. Selon l'efficacité des relations de travail et des collaborations, ces estimations peuvent être modifiées, en particulier dans les scénarios à long terme et une fois les processus de planification stratégique terminés, avec une identification claire des priorités du CaMPAM et des mécanismes de financement convenus.

Lorsqu'il s'agit de diversifier les mécanismes de financement, les sources pourraient être internes (*c.-à-d.* PEC/PNUE, groupe des Parties SPAW et RAR CAR/SPAW) ou externes (*c.-à-d.* : accords de coopération avec la société civile, la communauté des ONG, les institutions gouvernementales et le fonds d'affectation spéciale, entre autres). Des exemples de partenaires potentiels du réseau CaMPAM soutenant sa réactivation sont présentés à l'annexe 4.

En définitive, le CaMPAM ne peut pas dépendre d'une seule source de financement à court terme, mais d'une combinaison de plusieurs sources différentes, permettant la complémentarité des objectifs spécifiques souvent impliqués par les accords des donateurs. Ici, le CAR-SPAW peut jouer un rôle clé étant donné que les points forts du CAR résident généralement dans leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des projets et à mobiliser des ressources financières externes, en coordination et avec des contributions du Secrétariat et conformément aux stratégies et plans de travail (Borobia 2022).

Tableau 4. Résumé des activités à court terme et des besoins de mise en œuvre

Recommandation	Activités à court terme	Besoins de mise en œuvre
R1 Améliorer la structure de gouvernance	Évaluer au moins 4 réseaux de structures de gouvernance	Coordonnateur (30 %) Spécialiste en communication (20 %) Soutien administratif (10 %) 1 atelier régional (virtuel) Réunions bilatérales multiples et de petits groupes
	Définir de nouvelles règles d'engagement du réseau	
	Concevoir et coordonner des stratégies participatives pour l'évaluation des règles d'engagement (au moins un atelier régional)	
	Assurer la liaison avec au moins deux partenariats	
R2 Améliorer la viabilité financière	Assurer un financement interne (Secrétariat du PEC, CAR-SPAW)	Coordonnateur (30 %) Spécialiste en communication (20 %)
	Rédiger plusieurs propositions à court terme avec au moins une courte approbation	

	Établir des liens avec les initiatives d'économie bleue et verte avec des financements privés	3 bénévoles (groupe d'experts, 30%) Réunions bilatérales multiples et de petits groupes
	Assurer un financement partiel d'au moins un fonds d'affectation spéciale	
R3 Améliorer le programme pluriannuel	Identification et mise en œuvre des actions prioritaires convenues selon une approche ascendante (au moins trois ateliers de consultation)	Coordinateur (40 %) Communication (60 %) 1 créateur de sites internet (50%) Traducteur (30 %) Soutien administratif (10 %) 3 bénévoles (30 %) 1 atelier régional (hybride) 3 ateliers sous-régionaux (hybrides) Consultation numérique active Réunions bilatérales multiples et de petits groupes Activités de défense d'intérêts Préparation de matériel pédagogique innovant Hébergement de pages Web et d'autres applications numériques supplémentaires
	Restructurer le programme de formation de formateurs en intégrant de nouveaux défis de gestion et des outils pédagogiques	
	Concevoir des activités de formation à court terme sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions basées sur la nature, en utilisant plusieurs outils pédagogiques	
	Coordonner la participation effective des professionnels des zones marines protégées aux possibilités de formation existantes	
	Concevoir, activer et maintenir des applications de médias sociaux	
	Restructurer et maintenir une page Web dédiée	
	Numériser du matériel pédagogique et concevoir des applications éducatives interactives	
	Bâtir des alliances et du soutien technique pour améliorer les bases de données sur les écosystèmes et les espèces clés	
	Bâtir des alliances et du soutien technique pour améliorer les répertoires d'experts et les bibliothèques numériques	
	Concevoir et exécuter des activités de plaidoyer sur la conservation marine, la pollution ou le changement climatique	
	Vérifier que les flux de communication sont clairs et respectueux des questions culturelles et de genre	
Le réseau dispose de protocoles de communication internes garantissant transparence et efficacité		

Tableau 5. Budget annuel estimé d'une unité de coordination transitoire du CaMPAM

Article	Description	Coût annuel	
		Niveau de base (\$US)	Niveau idéal (\$US)
Personnel	1 coordinateur (200 jours/\$US 300 par jour)	60 000	
	1 coordinateur (250 jours/\$US 300 par jour)		75 000
	1 spécialiste de la communication (200 jours/\$US 200 par jour)	40 000	

	1 spécialiste de la communication (250 jours/\$US 200 par jour)		50 000
	1 support administratif (40 jours / 60 \$ USD par jour)	2,400	2,400
	1 créateur de sites internet (250 jours/\$US 200 jours)		50 000
	1 traducteur (global)	5,500	5,500
	1 spécialiste de l'éducation (45 jours/\$US 200 par jour)		9,000
	6 bénévoles	9,000	9,000
Réunions	1 atelier régional (virtuel)	5 000	5 000
	1 atelier régional (hybride)	20 000	20 000
	3 ateliers sous-régionaux (hybrides)	25 000	25 000
Communication	Page web d'hébergement	500	500
	Traduction anglais, espagnol ou Français	3 500	6 000
	Accès à la plateforme de communication	500	500
Formation	Résolution de problèmes à court terme		25 000
Frais administratifs (10 %)		17,140	28,290
Total par année		188,540	311,690

Note : L'Unité de coordination transitoire du CaMPAM devrait travailler pendant environ deux ans.

8. Références

Borobia, M. 2022. Examen des opérations, du fonctionnement et du financement des centres d'activités régionaux et des réseaux d'activités régionaux de la Convention de Cartagena, Programme des Nations Unies pour l'environnement - Programme pour l'environnement des Caraïbes (PNUE-PEC)

Brown N. et F. Fardin. 2021. Évaluation de l'impact et de l'efficacité du Réseau et Forum des zones marines protégées des Caraïbes (CaMPAM). Programme des Nations Unies pour l'environnement - Programme pour l'environnement des Caraïbes (PNUE-PEC) Neuvième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes Du 17 au 19 mars 2021. 76 p.p.

Bustamante, G., 2007. [Science et pratique des zones marines protégées à l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes \(GCFI\): Du rien à la cartographie de l'habitat, en passant par la communication avec les professionnels](#). 60^e Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes : 47-53.

Bustamante, G., A., Vanzella-Khoury, R., Glazer, A., Acosta, G. Delgado, E., Doyle, et D., Wusinich-Mendez. 2010. [Programme de formation CaMPAM : 12 ans de renforcement des capacités des zones marines protégées et de développement de partenariats dans la région des Caraïbes](#). 64^e Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes : 310-312.

Bustamante, G., A. Vanzella, R. Glazer et L. Collado-Vides. 2018. [L'évolution du réseau et forum de gestion des zones marines protégées des Caraïbes \(CaMPAM\) : 20 ans du programme régional et multidimensionnel de renforcement des professionnels des zones marines protégées](#). *Recherche dans le Golfe et les Caraïbes* **29** : GCFI1-9

Bustamante, G., I. López, S., Pivard, L., Avellan. 2019. Partager les expériences sur les communautés des zones marines protégées des Caraïbes et de l'Atlantique du Nord-Est, afin de renforcer les capacités de gestion. Proposition de mise en œuvre des premières étapes d'une collaboration à long terme. Généré avec le soutien du groupe d'experts du CaMPAM. Document interne. 19 p.p. + 4 annexes.

Collado-Vides L. 2016. Évaluation du Réseau et Forum de gestion des zones marines protégées des Caraïbes (CaMPAM), une analyse des 15 dernières années de fonctionnement et des recommandations pour améliorer ses services dans la région des Caraïbes. Université internationale de Floride. 25p.

Gardner, L. et Vanzella-Khoury, A. 2003. Renforcement des capacités pour la gestion des zones protégées : L'approche CaMPAM. [54^e Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes : 729-745](#).

Gombos, M., A. Arrivillaga, D. Wusinich-Mendez, B. Glazer, S. Frew, G. Bustamante, E. Doyle, A. Vanzella-Khoury, A. Acosta et B. Causey. 2011. [Une évaluation des capacités de gestion de certaines zones marines protégées de récifs coralliens dans les Caraïbes](#). Commandé par le Programme de conservation des récifs coralliens (CRCP) de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), l'Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes (GCFI) et par le Réseau et Forum de gestion des zones marines protégées des Caraïbes (CaMPAM) du PEC-PNUE. 269 p.

Kiene, W.E. 2021. [Développer un réseau écologique entre les zones marines protégées inscrites sur la liste SPAW de la région des Caraïbes](#). Document technique UNEP(DEPI)/CAR WG.42/INF.10 soumis à la Neuvième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes 58p

Lopez, I. 2021. Consortium des réseaux des zones marines protégées des Caraïbes (Réseau des zones marines protégées des réseaux des Caraïbes). Projet de document. 31p.

PEC/PNUE. 1990. L'acte final de la Conférence de plénipotentiaires concernant les zones et la vie sauvage spécialement protégées dans la région des Caraïbes. [Version en anglais](#).

PEC/PNUE. 2014. Rapport de la sixième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes [UNEP\(DEPI\)/CAR WG.36/ 8](#). Cartagena, Colombie, 8 décembre 2014. 52p.

PEC/PNUE. 2019. [Dixième Réunion des Parties contractantes \(COP\) au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées \(SPAW\) dans la région des Caraïbes](#) UNEP(DEPI)/CAR IG.40/4. Roatan, Honduras, 3 juin 2019.

PEC/PNUE. 2021. Onzième Réunion des Parties contractantes (COP) au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes [Rapport de réunion virtuelle](#), 27 juillet 2021.

9. Remerciements

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude pour le grand soutien reçu au cours du développement de cette consultation, en particulier :

- ✓ les membres du Groupe de travail sur les zones protégées SPAW,
- ✓ Sarah Wollring, Tamoy Singh et Christopher Corbin du Secrétariat de la Convention de Cartagena,
- ✓ Christophe Blazy, Géraldine Conruyt et Sandrine Pivard du CAR-SPAW,
- ✓ Alessandra Vanzella-Khoury, Monica Boobia et Ileana Lopez, anciens officiers de programme de SPAW PEC-PNUE,
- ✓ Georgina Bustamante, ancienne coordinatrice du CaMPAM,
- ✓ William Kiene, consultant

Le financement a été fourni dans le cadre du projet ACP MEA3

ANNEXE I: Liste des membres du groupe de travail des zones protégées consultés lors de l'élaboration de la mission

Nom	Organisation
Adriel Castaneda	Ministère des forêts du Belize
Alicia Nunez	Ministère des forêts du Belize
Ana Maria Gonzalez	Ministère de l'environnement, Colombie
Nacor Bolaños-Cubillos	Coralina, Colombie
Aylem Hernández Ávila	Cuba
Augusto Martínez	Cuba
Juan Luis Gonzalez	Gouvernement de la Dominique
Ricardo Rodriguez	Ministère de l'environnement, République dominicaine
Cyrille Barnerias	Office français de la Biodiversité, France
Sophie Bedel	Parc National Guadeloupe, France
Tadzio Bervoets	Alliance néerlandaise pour la nature dans les Caraïbes (DCNA)
Sietske van der Wal	Fondation du parc national Aruba (FPNA)
Lcda. Digna Barsallo	Ministère de l'environnement, Panama
Marino Eugenio Abrego	Ministère de l'environnement, Panama
Gonzalo Cid	Zones marines protégées NOAA , États-Unis
Samantha Dowdell	Bureau des affaires internationales de la NOAA, États-Unis
Emma Doyle	MPA Connect - l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes (GCFI)
Lloyd Gardner	Fondation pour la planification du développement, Inc.

ANNEXE I: Résumé des cours de formation de formateurs du CaMPAM. Tiré de complété de Bustamante et al (2018).

Année	Pays	Participants (pays)	Principal donateur	Principaux partenaires
1999	Antilles néerlandaises	9 (7)	Fonds de la Fondation des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), Gouvernement des États-Unis.	Centre de gestion des zones côtières, Saba Conservation, Trust, The Nature Conservancy (TNC)
2000	République dominicaine	15 (8)	FNUPI	Parc national de l'est , TNC
2002	Sainte Lucie	12 (8)	FNUPI	Association de gestion marine de la Soufrière, Département des pêches de Sainte-Lucie, TNC
2004	États-Unis	17 (12)	FNUPI	NOAA Florida Keys Natl. Sanctuaire marin (FKNMS), Commission de Floride pour la conservation des poissons et de la vie sauvage, Fonds de défense de l'environnement
2006	États-Unis	11(7)	Fondation MacArthur	FKNMS, Commision de Floride pour la Conservation des poissons et de la vie sauvage
2007	Mexique	14 (9)	Fondation MacArthur	Instituto Universitario de Tulum, TNC, CONANP-SEMARNAT Yucatán Region, Sian Ka'an Biosphere Reserve, Hotel Nueva Vida de Ramiro, Amigos de Sian Ka'an
2009	Trinité-et-Tobago	12 (9)	Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), Buccoo Reef Trust, OECO (Projet OPAAL)	Parc marin de Buccoo Reef,
2010	République dominicaine	22 (7)	Direction générale de l'environnement naturel et de la politique forestière du Ministère espagnol de l'environnement marin et rural.	Reef Check République dominicaine, Parque Nacional del Este, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (MARENA)
2011	Belize	19 (8)	Direction générale de la coopération pour le développement international du Ministère italien des affaires étrangères, projet Caribbean Challenge	Réserve marine de Hol Chan, Département des pêches du Belize, Seatone Consulting
2011	Guadeloupe	18 (3)	CAR-SPAW	TEMEUM, Parc National de la Guadeloupe



2013	Colombie	21 (1)	FEM-PNUD, INVEMAR	Environnement et Développement Durable (MADS), le Centre de Recherche Océanographique et Hydrographique – CIOH, Autorité nationale des pêches et de l'aquaculture (AUNAP), Service des parcs nationaux (PNN), plusieurs organismes de régions autonomes, la Natural Heritage Foundation
2015	Grenade	24 (10)	10e Fonds européen de développement (FED), projet ECMAN	Zones marines protégées Moliniere-Beauséjour, Département des pêches de la Grenade, TNC
2016	République dominicaine	24 (8)	Direction générale de la coopération en matière de Développement international du Ministère italien des Affaires étrangères, Projet Biodiversité	MARENA, Parc National de Montecristi, Reef Check, PROGES,
2018	Barbade	21 (14)	Direction générale de la coopération en matière de Développement international du Ministère italien des Affaires étrangères, Projet Biodiversité, 11e Fonds Européen de Développement (FED), Projet UICN-ORMACC-Biopama	Université des Indes occidentales-CERMES, PROGES



ANNEXE 3 : Résumé des séances des zones marines protégées de l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes soutenues par le CaMPAM.





année	Conférence	Participants	année	Conférence	Participants	année	Conférence	Participants
1997	50 ^e Mexique	18	2006	59 ^e Belize	8	2015	68 ^e Panama	8
1998	51 ^e République dominicaine	10	2007	60 ^e République dominicaine		2016	69 ^e Îles Caïmans.	13
1999	52 ^e ÉTATS-UNIS	5	2008	61 ^e Guadeloupe		2017	70 ^e Mexique	13
2000	53 ^e	4	2009	62 ^e Venezuela		2018	71 ^e Colombie	14
2001	54 ^e les Turques-et-Caïques	23	2010	63 ^e Porto Rico		2019	60 ^e République dominicaine	9

2002	55 ^e Mexique	13	2011	64 ^e Mexique	14			
2003	56 ^e Îles Vierges britanniques	17	2012	65 ^e Colombie				
2004	57 ^e ÉTATS-UNIS	12	2013	66 ^e ÉTATS-UNIS	18			
2005	58 ^e Colombie	22	2014	67 ^e Barbade	16			

ANNEXE 4 : Exemples de partenariats régionaux et sous-régionaux qui pourraient contribuer à la réactivation du CaMPAM.

Réseau	Adhésion	Principaux partenaires	Principaux objectifs	Principales sources de financement
<p>Alliance néerlandaise pour la nature dans les Caraïbes (DCNA)</p> 	Partenariat régional des organisations de conservation créé en 2006	<p>Fondation du parc national d'Aruba (FPNA)</p> <p>Stichting Nationale Parken Bonaire (STINAPA Bonaire)</p> <p>Recherche et gestion de la biodiversité dans les Caraïbes (CARMABI)</p> <p>Fondation Saba pour la conservation</p> <p>Fondation des parcs nationaux de Saint-Eustache (STENAPA)</p> <p>The Nature Foundation Saint-Martin</p>	<p>Soutenir et aider les organisations de gestion des parcs</p> <p>Assurer un financement durable</p> <p>Promouvoir et faciliter le dialogue permanent, les échanges éclairés, la formation et la coopération</p> <p>Aider à la représentation et à la défense des intérêts</p> <p>Accès et échange en ligne d'informations sur la biodiversité et la gestion de la conservation</p> <p>Promouvoir la portée et la sensibilisation du public.</p>	<p>Fonds d'affectation spéciale pour la conservation du DCNA 2006</p> <p>Accord de subvention de 10 ans, ministère néerlandais de l'Intérieur et des relations du Royaume (750 000 € par an)</p> <p>Don annuel 2009-2016 de la loterie néerlandaise des codes postaux. Le capital cible n'a pas encore été atteint.</p>
<p>MPA Connect</p> 	Partenariat initié en 2010 entre l'institut des pêches du Golfe et des Caraïbes et le Programme de conservation des récifs coralliens de NOAA	<p>Le réseau est composé de 32 zones marines protégées de 11 pays et territoires de la région des Caraïbes.</p> <p>(Bahamas, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Belize, Honduras, Mexique, îles Vierges américaines, îles Vierges</p>	Relier les gestionnaires et les professionnels des zones marines protégées dans les Caraïbes pour accroître l'efficacité de la gestion des zones marines protégées, en répondant aux besoins spécifiques en matière de capacités des zones marines protégées individuelles, grâce à des ateliers régionaux entre pairs, un soutien technique spécifique au site, des échanges d'apprentissage et un financement direct par des subventions	<p>Un programme de subventions concurrentiel administré au nom du programme de conservation des récifs coralliens de NOAA par la National Fish and Wildlife Foundation (NFWF) au profit de personnes, d'organisations et des agences fédérales candidates non américaines, à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis.</p> <p>L'appel de propositions est lancé à l'hiver et au printemps de chaque année, avec une subvention moyenne de 80 000 à 150 000 \$US aux propositions d'une période de 12 à 18</p>

		britanniques, Saba et Saint-Eustache, les îles Turques-et-Caïques.		mois et à un ratio de fonds de contrepartie de 1 : 1.
<p>Réseau de zones protégées du golfe du Mexique (RedGolfo)</p> 	<p>Le partenariat trinational (Mexique, Cuba, États-Unis) entre les parties prenantes des zones marines protégées a émergé en 2007 et a été réactivé en 2015</p>	<p>Réseau trilatéral pour faciliter les efforts communs concernant la science, l'intendance et la gestion dans 11 zones marines protégées, soutenu par NOAA, CONANP, CNAP, The Ocean Foundation, Carimar, Initiative trinationale.</p>	<p>Favoriser la collaboration trinationale entre les intervenants des zones marines protégées dans le golfe du Mexique, afin de contrer les menaces communes.</p>	
<p>Réseau nord-américain des zones marines protégées (NAMPAM)</p> 	<p>Les organismes de ressources, les gestionnaires de zones marines protégées, les professionnels et autres experts pertinents du Canada, du Mexique et des États-Unis. Il a été créé en 1999.</p>	<p>Promouvoir les échanges entre les experts du Canada, du Mexique et des États-Unis travaillant dans les zones marines protégées, afin d'améliorer la conservation marine au niveau du paysage marin dans un réseau de zones marines protégées.</p>	<p>Améliorer la collaboration pour relever les défis communs à la biodiversité marine, partager les connaissances, les technologies et les stratégies de gestion, établir des partenariats pour des efforts de conservation complémentaires et intégrés, et sensibiliser le public à la valeur du paysage marin commun et du riche patrimoine culturel de l'Amérique du Nord.</p>	<p>CONANP, NOAA Marine Protected Areas Center, Commission de coopération environnementale, Bureau du PNUE pour l'Amérique du Nord.</p>
<p>Institut des ressources naturelles des Caraïbes (CANARI)</p>	<p>Partenariat établi en 2001</p>		<p>Promouvoir et faciliter la participation et la collaboration des parties prenantes en mettant l'accent sur la recherche, l'influence politique, la défense des intérêts et le renforcement des capacités en vue de moyens de subsistance durables et de la</p>	

 <p>CANARI</p>			<p>prise de décision et de la gestion participatives concernant les ressources naturelles de la région. CANARI travaille activement à faciliter le travail en réseau régional et les programmes et projets à l'échelle des Caraïbes.</p>	
<p>L'initiative « Des récifs sains pour des personnes saines »</p>  <p>Healthy Reefs for healthy people</p>	<p>Partenariat scientifique lancé en 2003. Recommandation.</p>	<p>Plus de 70 organisations partenaires de la région mésoaméricaine (sections caribéennes au Mexique, Belize, Guatemala et Honduras).</p>	<p>Promouvoir l'adoption et l'application d'indicateurs de récifs sains de l'écosystème de récifs mésoaméricain ; normaliser l'analyse de données scientifiques fiables pour améliorer la gestion des écosystèmes de récifs ; et servir de forum ouvert pour l'échange d'information et pour le travail en réseau entre les partenaires scientifiques et de conservation.</p>	
<p>Corredor Biologico del Caribe</p> 	<p>Stratégie de conservation lancée en 2007</p>	<p>Cuba, Haïti, République dominicaine, Porto Rico (la Jamaïque a le statut d'observateur).</p>	<p>Elle intègre les gouvernements, les communautés, les universités, la société civile et les agences de coopération internationale, dans le cadre d'un modèle de développement en harmonie avec la nature. Ils travaillent sur des espèces sélectionnées, avec une forte composante de genre et de participation communautaire</p>	<p>Elle a créé un Fonds d'affectation spéciale qui serait administré par le Bureau régional du PNUE et continuera d'œuvrer à la viabilité financière en incluant d'autres initiatives de financement mondial.</p>
<p>UICN - Biopama - Caraïbes</p> 	<p>Les ministères de l'environnement et les agences nationales, les agences des zones protégées, les organisations régionales, les communautés locales vivant dans et autour des</p>	<p>16 pays des Caraïbes : Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Dominique ; République dominicaine ; Grenade ; Guyana ; Haïti ; Jamaïque ; Sainte-Lucie ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Vincent-et-les-</p>	<p>BIOPAMA vise à renforcer la gestion et la gouvernance des zones protégées et conservées dans les 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), grâce à une meilleure utilisation et un meilleur suivi de l'information et au renforcement des capacités en matière de gestion et de gouvernance.</p>	<p>Une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) financée par le 11e Fonds européen de développement de l'Union européenne (UE).</p>

	zones protégées et la société civile.	Grenadines ; Suriname ; Trinidad-et-Tobago.		
--	---------------------------------------	--	--	--

Note : Un soutien supplémentaire potentiel de la part de partenariats régionaux multilatéraux pour l'environnement et de projets régionaux et mondiaux devrait être exploré d'avantage lors du développement des processus de planification stratégique du CaMPAM.

ANNEXE 5 : Options à envisager pour la mise en œuvre des recommandations lors de décisions de bas niveau.

Les tableaux suivants (1 à 3) présentent des descriptions succinctes des options proposées destinées à faire progresser la mise en œuvre des trois recommandations visant à accroître ou à réactiver l'efficacité de CaMPAM. Ces alternatives détaillées assurent la continuité des décisions de haut niveau décrites ci-dessus, tout en faisant un appel à suivre une approche ascendante. Afin de maximiser les possibilités de développement d'une approche de planification participative et adaptative, ces tableaux mettent l'accent sur les options à court terme (2 ans), tout en identifiant le moyen terme (5 ans) et le long terme (10 ans) en termes plus généraux.

Tableau 1. Options pour les décisions de niveau inférieur liées à la mise en œuvre de la recommandation 1 sur les améliorations de la gouvernance du CaMPAM

Recommandation 1 : Améliorer la Structure de gouvernance CaMPAM et veiller à ce que le réseau soit piloté de manière ascendante et réponde aux besoins des professionnels des zones marines protégées			
Résultats souhaités Cible 1a. Les Règles d'engagement du réseau CaMPAM réactivé sont développées et adoptées.			
Options	Court terme (2 ans)	Moyen terme (5 ans)	Long terme (10 ans)
1	Sur la base du modèle de réactivation adopté, le Secrétariat de la Convention de Cartagena, le CAR-SPAW et le groupe de travail des zones protégées évaluent les arrangements de gouvernance d'au moins quatre partenariats régionaux et sous-régionaux existants et proposent de nouvelles règles d'engagement pour un réseau CaMPAM réactivé.	STAC SPAW et COP SPAW adoptent officiellement des recommandations relatives aux nouvelles règles d'engagement du CaMPAM, ce qui a entraîné la réactivation officielle du réseau.	En utilisant ses règles d'engagement formelles, le CaMPAM a augmenté le nombre de partenaires de 10% par rapport au montant initial lors de l'adoption formelle de sa réactivation.
2	Les points de liaison SPAW consultent en interne et soumettent des recommandations au Secrétariat de la Convention de Cartagena, au CAR-SPAW et au groupe de travail des zones protégées SPAW sur les nouvelles règles d'engagement du CaMPAM.		
3	Une Unité de coordination transitoire CaMPAM est établie et elle est chargée d'élaborer ses propres règles d'engagement de manière participative.	CaMPAM continue de fonctionner de manière informelle sans règles d'engagement officielles, mais dispose d'un inventaire détaillé de tous les partenaires.	CaMPAM a augmenté le nombre de partenaires de 10 % par rapport à l'inventaire détaillé des partenaires.
Résultat souhaité ou cible 1b. Le CaMPAM améliore son architecture de gouvernance et processus pour mieux répondre aux besoins des zones marines protégées suite à une approche ascendante.			

<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena, le CAR-SPAW ou l'un des groupes de travail SPAW agissent en tant qu'unité de coordination transitoire du réseau assurant la coordination nécessaire entre les partenaires pour développer une structure de gouvernance de manière participative.	L'Unité de coordination du CaMPAM a été approuvée par les organes officiels du SPAW et a adopté une structure de gouvernance. Cette unité de coordination a été autorisée à signer des accords de coopération avec des partenaires publics ou privés pour développer des actions prioritaires. Au moins deux accords de coopération ont été signés.	L'unité de coordination du CaMPAM appuyée par les instances formelles du SPAW a renforcé sa structure de gouvernance en augmentant de 10% le nombre d'accords de coopération signés avec des partenaires publics et privés par rapport au niveau initial en période de réactivation.
2	Une Unité de coordination CaMPAM transitoire est établie et elle est chargée d'élaborer ses propres règles d'engagement de manière participative.	L'Unité de coordination du CaMPAM dirige le processus d'approbation interne de sa structure de gouvernance et a signé des ententes de coopération avec des intervenants et partenaires publics ou privés pour élaborer des actions prioritaires.	L'unité de coordination du CaMPAM a renforcé sa structure de gouvernance en augmentant de 10% le nombre d'accords de coopération signés avec des partenaires publics et privés par rapport au niveau initial en période de réactivation.
3	CAMPAM a adhéré à une entente de gouvernance de partenariat régional existante et fonctionnelle (c.-à-d. : Corredor Biologico del Caribe , L'Alliance néerlandaise pour la nature des Caraïbes (The Dutch Caribbean Nature Alliance) , MPA Connect , etc.), sans qu'il soit nécessaire d'avoir une structure de gouvernance ou un plan de travail distincts.	CAMPAM soutient la mise en œuvre du partenariat régional auquel il appartient, sans avoir besoin d'une structure de gouvernance ou plan de travail séparé.	
Cible souhaitée 1.c. Accords de Partenariat à long terme assurés par CaMPAM			
<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	L'Unité de coordination transitoire du CaMPAM, en association avec les organismes officiels de SPAW, coordonne avec au moins deux partenariats au cours de son processus initial de réactivation, conformément à son plan de travail prioritaire.	L'Unité de coordination du CaMPAM, en association avec les organes officiels du SPAW, a assuré deux alliances supplémentaires conformément à son plan de travail pluriannuel.	L'Unité de coordination du CaMPAM, en association avec les organes officiels du SPAW, a assuré deux autres alliances supplémentaires conformément à son plan de travail pluriannuel.
2	L'Unité de coordination transitoire soumise de CaMPAM coordonne avec au moins deux partenariats au cours de son processus de réactivation initial, conformément à son plan de travail.	Le CaMPAM est opérationnel et utilise les fonds d'au moins un nouveau projet résultant d'au moins deux alliances stratégiques conformément à son plan de travail.	Le CaMPAM utilise les fonds d'au moins un autre nouveau projet résultant de ses alliances stratégiques conformément à son plan de travail pluriannuel.

		son plan de travail pluriannuel.	
3	L'Unité de Coordination Transitoire du CaMPAM coordonne avec au moins deux partenariats pour l'élaboration et la soumission de deux propositions conformément au plan de travail du partenariat régional auquel elle appartient.	Le CaMPAM fournit un soutien technique aux professionnels des zones marines protégées d'au moins cinq zones marines protégées conformément au plan de travail du partenariat régional auquel il appartient.	Le CaMPAM fournit un soutien technique aux professionnels des zones marines protégées d'au moins dix zones marines protégées, conformément au plan de travail du partenariat régional auquel il appartient.

Tableau 2. Options pour les décisions de niveau inférieur liées à la mise en œuvre de la recommandation 2 sur les améliorations financières du CaMPAM

Recommandation 2. Viabilité financière convenue et assurée pour des niveaux de base et idéaux d'activité de réseau.			
Résultat souhaité 2.a. Accord sur le budget de fonctionnement de base du CaMPAM pour les niveaux d'activité de base et idéal.			
<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR-SPAW ont obtenu un financement de base et idéal (Tableau 2) pour l'Unité de coordination transitoire du CaMPAM permettant sa réactivation. Ils ont assuré une coopération avec au moins deux partenariats pour compléter la mise en œuvre des actions prioritaires.	Une fois correctement établie l'unité de coordination du CaMPAM, ils ont obtenu la coopération avec au moins deux partenariats pour compléter la mise en œuvre d'environ 20 à 30% de son plan de travail pluriannuel.	L'unité de coordination du CaMPAM a assuré la coopération d'au moins deux partenariats pour compléter la mise en œuvre d'environ 40 à 60% de son plan de travail pluriannuel.
2	Un groupe sélectionné de parties SPAW ont obtenu un financement de base et idéal (Tableau 2) pour l'Unité de coordination transitoire du CaMPAM permettant sa réactivation. Ils ont assuré une coopération avec au moins deux partenariats pour compléter la mise en œuvre des actions prioritaires.	Une fois correctement établie, l'Unité de coordination du CaMPAM a consolidé la collecte de fonds au niveau national, permettant ainsi l'élaboration d'environ 20 à 30% de son plan de travail pluriannuel dans ces pays.	L'Unité de coordination du CaMPAM a élargi la collecte de fonds au niveau national, permettant ainsi l'élaboration d'environ 20 à 30% de son plan de travail pluriannuel dans ces pays.
3	L'unité de coordination du CaMPAM est financée à 100% à travers le(s) partenariat(s) auquel il avait adhéré.	Une fois correctement établie et au nom du ou de(s) partenaire(s) auquel(s) elle avait adhéré, l'Unité de coordination du CaMPAM a examiné au moins 10 initiatives et projets régionaux pour	Au nom du ou des partenariats auxquels elle avait adhéré, l'Unité de coordination du CaMPAM a obtenu un financement d'au moins 40 à 60% des initiatives et projets examinés conformément à leur

		développer et élargir la collaboration conformément au plan de travail pluriannuel convenu.	plan de travail pluriannuel convenu.
Résultat souhaité 2.b. Un Financement diversifié assuré pour les opérations du CaMPAM			
<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	Soutenue par les organes officiels du SPAW, l'unité de coordination transitoire du CaMPAM a eu accès à des fonds provenant de sources internes, d'au moins une initiative d'économie verte et bleue, d'un fonds fiduciaire et d'au moins une nouvelle proposition.	Soutenue par les organes officiels du SPAW, l'unité de coordination du CaMPAM a eu accès à des fonds provenant de sources internes, d'au moins deux initiatives d'économie verte et bleue, d'un fonds fiduciaire et d'au moins trois nouvelles propositions.	Soutenue par les organes officiels du SPAW, l'unité de coordination du CaMPAM a eu accès à des fonds provenant de sources internes, d'au moins trois initiatives d'économie verte et bleue, de deux fonds fiduciaires et d'au moins cinq nouvelles propositions.
2	Un groupe sélectionné de Parties au SPAW a eu accès à des fonds provenant de sources internes, d'au moins une initiative d'économie verte et bleue, d'un fonds d'affectation spéciale et d'au moins une nouvelle proposition.	Un groupe sélectionné de Parties au SPAW a assuré des fonds provenant de sources internes, d'au moins deux initiatives d'économie verte et bleue, d'un fonds d'affectation spéciale et d'au moins trois nouvelles propositions.	Un groupe sélectionné de Parties au SPAW a assuré des fonds provenant de sources internes, d'au moins trois initiatives d'économie verte et bleue, de deux fonds d'affectation spéciale et d'au moins cinq nouvelles propositions.
3	Le CaMPAM soutient la recherche de financement du Partenariat auquel il appartient en vue de la mise en œuvre du plan d'action régional établi.	Le CaMPAM continue d'appuyer la recherche de financement du Partenariat auquel il appartient en vue de la mise en œuvre du plan d'action régional établi.	Le CaMPAM continue d'appuyer la recherche de financement du Partenariat auquel il appartient en vue de la mise en œuvre du plan d'action régional établi.

Tableau 3. Options pour les décisions de niveau inférieur liées à la mise en œuvre de la recommandation 3 sur les améliorations du programme CaMPAM

Recommandation 2 : Le programme de travail CaMPAM pluriannuel est mis à jour suivant une approche ascendante			
Résultat souhaité 3.a. Développement d'un Programme de travail mis à jour sur la base d'auto-évaluations des besoins en capacités et de l'optimisation de la collaboration.			
<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW ont identifié des actions prioritaires suivant une approche participative et complétées par les évaluations disponibles des zones marines protégées de la région des Caraïbes. Au moins trois ateliers de consultation	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW ont préparé et adopté un plan d'action pluriannuel avec des moyens convenus pour le suivi et l'évaluation, et une identification claire des actions prioritaires pour sa mise en œuvre progressive. Des	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW ont été en mesure de mettre en œuvre au moins 40 à 60% de leur plan de travail pluriannuel. Ce plan de travail a été évalué au moins une fois afin d'évaluer le besoin de mises à jour.

	régionaux et l'utilisation de plateformes numériques pour accroître la participation des parties prenantes.	rapports techniques et financiers annuels contenant des recommandations pour l'amélioration des zones marines protégées sont disponibles.	
2	Un groupe sélectionné de Parties SPAW a identifié des actions prioritaires suivant une approche participative et complétée par les évaluations disponibles des zones marines protégées de la région des Caraïbes. Au moins trois ateliers de consultation régionaux et l'utilisation de plateformes numériques pour accroître la participation des parties prenantes.	Un groupe restreint de Parties SPAW ont élaboré et adopté un plan d'action pluriannuel de moyens convenus de suivi et d'évaluation, et d'une identification claire des actions prioritaires pour sa mise en œuvre progressive. Des rapports techniques et financiers annuels comprenant des recommandations pour l'amélioration des zones marines protégées sont disponibles.	Un groupe sélectionné de Parties SPAW a été en mesure de mettre en œuvre au moins 40 à 60 % de son plan de travail pluriannuel. Ce plan de travail a été évalué au moins une fois, afin d'évaluer le besoin de mises à jour.
3	L'unité de coordination transitoire du CaMPAM a identifié les actions prioritaires suivant une approche participative et complétée par les évaluations disponibles des zones marines protégées de la région des Caraïbes. Au moins trois ateliers de consultation régionaux et l'utilisation de plateformes numériques pour accroître la participation des parties prenantes.	L'unité de coordination transitoire du CaMPAM a élaboré et adopté un plan d'action pluriannuel de moyens convenus de suivi et d'évaluation, et d'une identification claire des actions prioritaires pour sa mise en œuvre progressive. Des rapports techniques et financiers annuels comprenant des recommandations pour l'amélioration des zones marines protégées sont disponibles.	L'Unité de coordination du CaMPAM a été en mesure de mettre en œuvre au moins 40 à 60 % de son plan de travail pluriannuel. Ce plan de travail a été évalué au moins une fois, afin d'évaluer le besoin de mises à jour.
Résultat souhaité 3.b. Des initiatives de formation diversifiées			
<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW ont restructuré le programme de cours formation de formateurs, en suivant les recommandations des cours précédents et en intégrant de nouveaux défis environnementaux et outils éducatifs. Le manuel de cours est mis à jour en conséquence. Accords sur les besoins de formation régionaux supplémentaires, y compris, mais	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW ont organisé au moins un cours de formation de formateurs, basé sur un manuel mis à jour. Deux formations supplémentaires complétées sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 30 % des gestionnaires des zones marines protégées des	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW ont organisé au moins deux cours de formation de formateurs basé sur un manuel mis à jour. Manuels traduits dans les langues officielles de SPAW. Deux formations supplémentaires complétées sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de

	sans s'y limiter, la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 10 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux possibilités de formation existantes. Identification d'outils pédagogiques, de bases de données, de répertoires d'experts et de bibliothèques numériques à l'appui des besoins de formation et de diversification.	sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Renforcement de l'utilisation des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d'experts et des bibliothèques numériques à l'appui des besoins de formation et de la diversification. Un portail de formation conçu et en service.	60 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Renforcement de l'utilisation des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d'experts et des bibliothèques numériques à l'appui des besoins de formation et de la diversification. Un portail de formation conçu et en service.
2	Un groupe sélectionné de parties SPAW ont restructuré le programme de cours formation de formateurs en suivant les recommandations des cours précédents et en intégrant de nouveaux défis environnementaux et des outils pédagogiques. Le manuel de cours est mis à jour en conséquence. Accords sur les besoins de formation régionaux supplémentaires, y compris, mais sans s'y limiter, la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 10 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Identification des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d'experts et des bibliothèques numériques à l'appui des besoins de formation et de la diversification.	Un groupe sélectionné de Parties à la SPAW a organisé au moins un cours de formation de formateurs sur la base d'un manuel actualisé. Deux formations supplémentaires complétées sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 30 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Renforcement de l'utilisation des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d'experts et des bibliothèques numériques à l'appui des besoins de formation et de la diversification. Un portail de formation conçu et en service.	Un groupe sélectionné de Parties SPAW a organisé au moins deux cours de formation de formateurs sur la base d'un manuel actualisé. Manuels traduits dans les langues officielles de la SPAW. Deux formations supplémentaires complétées sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 60 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Renforcement de l'utilisation des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d'experts et des bibliothèques numériques à l'appui des besoins de formation et de la diversification. Un portail de formation conçu et en service.
3	Une unité de coordination transitoire CaMPAM a restructuré le programme de cours formation de formateurs en suivant les recommandations des cours précédents et en intégrant de nouveaux défis environnementaux et des outils pédagogiques. Le manuel de cours est mis à jour en conséquence.	L'Unité de coordination du CaMPAM a entrepris au moins un cours de formation de formateurs fondé sur un manuel mis à jour. Deux formations supplémentaires complétées sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 30 % des	L'Unité de coordination du CaMPAM a entrepris au moins deux cours de formation de formateurs fondé sur un manuel mis à jour. Manuels traduits dans les langues officielles de la SPAW. Deux formations supplémentaires sur la résolution de problèmes, l'économie verte et bleue ou les solutions basées sur la nature

	Accords sur les besoins de formation régionaux supplémentaires, y compris, mais sans s’y limiter, la résolution de problèmes, l’économie verte et bleue ou les solutions fondées sur la nature. Participation facilitée de 10 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Identification d’outils pédagogiques, de bases de données, de répertoires d’experts et de bibliothèques numériques à l’appui des besoins de formation et de diversification.	gestionnaires des zones marines protégées des sites SPAW aux opportunités de formation existantes. Renforcement de l’utilisation des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d’experts et des bibliothèques numériques à l’appui des besoins de formation et de la diversification. Un portail de formation conçu et en service.	ont été complétées. Participation facilitée de 60 % des gestionnaires des zones marines protégées des sites du SPAW aux possibilités de formation existantes. Renforcement de l’utilisation des outils pédagogiques, des bases de données, des répertoires d’experts et des bibliothèques numériques à l’appui des besoins de formation et de la diversification. Un portail de formation conçu et en service.
<p>Résultat souhaité 3.c. Amélioration de la sensibilisation, la défense des intérêts et les communications pour l’application des principes de la gestion basée sur les écosystèmes et Réponses pour aborder collectivement les Problèmes transfrontaliers et les menaces aux écosystèmes aux niveaux régional et sous-régional</p>			
<i>Options</i>	<i>Court terme (2 ans)</i>	<i>Moyen terme (5 ans)</i>	<i>Long terme (10 ans)</i>
1	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR SPAW agissant en tant que coordinateur du CaMPAM ont développé des collaborations pour accroître l’utilisation des pages web existantes et des applications de médias sociaux pour diffuser des informations pertinentes sur la réactivation du CaMPAM, la planification stratégique et le plan d’action. La collaboration avec le ministère de l’Éducation, de la Formation et de la Communication de sensibilisation (CETA) a augmenté. Mise à jour de la page Web du CaMPAM et développement de nouvelles applications de médias sociaux. Participation accrue des membres du CaMPAM aux campagnes de défense des intérêts sur la conservation marine, la pollution ou les changements climatiques, entre autres sujets. Les flux de communication sont clairs et respectueux des questions culturelles et de genre. Le CaMPAM dispose de protocoles de communication internes (liés	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW agissant en tant que coordinateur du CaMPAM échangent efficacement, de sorte que l’amélioration constante des activités de défense des intérêts, d’éducation et de sensibilisation participative permet d’obtenir les réponses de gestion régionales souhaitées à l’appui des initiatives de conservation marine. Les langues utilisées dans les documents de communication et de sensibilisation sont claires et respectent les questions culturelles et de genre. Au moins un tiers des documents de communication sont disponibles dans les langues officielles du Protocole SPAW. Les protocoles de communication interne du CaMPAM sont transparents et efficaces.	Le Secrétariat de la Convention de Cartagena et le CAR/SPAW agissant en tant que coordinateur du CaMPAM échangent efficacement, de sorte que l’amélioration constante des activités de défense des intérêts, d’éducation et de sensibilisation participative obtiennent des réponses de gestion régionales souhaitées et appuyent des initiatives de conservation marine. Les langues utilisées dans les documents de communication et de sensibilisation sont claires et respectent les questions culturelles et de genre. Au moins deux tiers des documents de communication sont disponibles dans les langues officielles du Protocole SPAW. Les protocoles de communication interne du CaMPAM sont transparents et efficaces.

	au réseau) assurant la transparence et l'efficacité.		
2	<p>Un groupe sélectionné de parties SPAW agissant en tant que coordinateur du CaMPAM ont développé des collaborations pour accroître l'utilisation des pages web existantes et des applications de médias sociaux pour diffuser des informations pertinentes sur la réactivation du CaMPAM, la planification stratégique et le plan d'action. La collaboration avec le ministère de l'Éducation, de la Formation et de la Communication de sensibilisation (CETA) a augmenté. Mise à jour de la page Web du CaMPAM et développement de nouvelles applications de médias sociaux. Participation accrue des membres du CaMPAM aux campagnes de défense des intérêts sur la conservation marine, la pollution ou les changements climatiques, entre autres sujets. Les flux de communication sont clairs et respectueux des questions culturelles et de genre. Le CaMPAM dispose de protocoles de communication internes (liés au réseau) assurant la transparence et l'efficacité.</p>	<p>Un groupe sélectionné de Parties SPAW agissant en tant que coordinateur du CaMPAM interagissent efficacement, de sorte que l'amélioration constante des activités de défense des intérêts, d'éducation et de sensibilisation participative obtiennent des réponses de gestion régionales souhaitées à l'appui des initiatives de conservation marine. Les langues utilisées dans les documents de communication et de sensibilisation sont claires et respectent les questions culturelles et de genre. Au moins un tiers des documents de communication sont disponibles dans les langues officielles du Protocole SPAW. Les protocoles de communication interne du CaMPAM sont transparents et efficaces.</p>	<p>Un groupe sélectionné de Parties SPAW agissant en tant que coordinateur du CaMPAM interagissent efficacement, de sorte que l'amélioration constante des activités de défense des intérêts, d'éducation et de sensibilisation participative obtient des réponses de gestion régionales souhaitées à l'appui des initiatives de conservation marine. Les langues utilisées dans les documents de communication et de sensibilisation sont claires et respectent les questions culturelles et de genre. Au moins deux tiers des documents de communication sont disponibles dans les langues officielles du Protocole SPAW. Les protocoles de communication interne du CaMPAM sont transparents et efficaces.</p>

3	<p>L'unité de coordination transitoire CaMPAM a développé des collaborations pour accroître l'utilisation des pages web existantes et des applications de médias sociaux pour diffuser des informations pertinentes sur la réactivation du CaMPAM, la planification stratégique et le plan d'action. La collaboration avec le ministère de l'Éducation, de la Formation et de la Communication de sensibilisation (CETA) a augmenté. Mise à jour de la page Web du CaMPAM et développement de nouvelles applications de médias sociaux. Participation accrue des membres du CaMPAM aux campagnes de défense des intérêts sur la conservation marine, la pollution ou les changements climatiques, entre autres sujets. Les flux de communication sont clairs et respectueux des questions culturelles et de genre. Le CaMPAM dispose de protocoles de communication internes (liés au réseau) assurant la transparence et l'efficacité.</p>	<p>L'unité de coordination CaMPAM échange efficacement avec les partenaires, de sorte que l'amélioration constante des activités de défense des intérêts, d'éducation et de sensibilisation participative obtiennent des réponses de gestion régionales souhaitées à l'appui des initiatives de conservation marine. Les langues utilisées dans les documents de communication et de sensibilisation sont claires et respectent les questions culturelles et de genre. Au moins un tiers des documents de communication sont disponibles dans les langues officielles du Protocole SPAW. Les protocoles de communication interne du CaMPAM sont transparents et efficaces.</p>	<p>L'unité de coordination CaMPAM échange efficacement avec les partenaires, de sorte que l'amélioration constante des activités de défense des intérêts, d'éducation et de sensibilisation participative obtient des réponses de gestion régionales souhaitées et appuient les initiatives de conservation marine. Les langues utilisées dans les documents de communication et de sensibilisation sont claires et respectent les questions culturelles et de genre. Au moins deux tiers des documents de communication sont disponibles dans les langues officielles du Protocole SPAW. Les protocoles de communication interne du CaMPAM sont transparents et efficaces.</p>
---	---	--	---